

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec le classe ouvrier, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Boutin - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

SUPPLEMENT SUISSE No 20
15 nov. 1979 - 15 avril 1980

Contre tous les fronts impérialistes ! Pour la guerre de classe internationale contre le Capital !

PROLETAIRES, CAMARADES!

L'armée russe sévit en Afghanistan, au nom de la lutte contre le féodalisme et l'impérialisme étranger. N'est-ce pas aussi en prétextant une menace russe que les légionnaires français ont sauté sur Kolwezi, ou en prétextant une intervention libyenne que les paras français se précipitent en Tunisie aujourd'hui? N'est-ce pas en invoquant la défense du Sud-Vietnam que les américains ont ravagé l'Indochine? N'est-ce pas au nom de la lutte contre l'arriération qu'a été justifiée la constitution de l'Etat-pied-noir d'Israël?

La classe ouvrière COMBAT TOUS LES ACTES DE BANDITISME IMPERIALISTES, quelles que soient les "raisons" avec lesquelles ils sont justifiés. Mais elle ne peut pas le faire en se plaçant du point de vue de l'impérialisme concurrent. Elle ne peut pas d'avantage combattre l'impérialisme en se plaçant du point de vue d'une "égalité des nations" impensable sous le capitalisme.

La classe ouvrière, dont seule la dictature internationale pourra garantir la fin de toute oppression nationale en détruisant le capitalisme, doit combattre les crimes impérialistes DE SON POINT DE VUE A ELLE: CELUI DE L'UNION INTERNATIONALE DU PROLETARIAT. Ceci implique que dans chaque pays, elle lutte EN PREMIER LIEU contre les crimes de SON PROPRE IMPERIALISME. Ici, les crimes de l'Etat helvétique se traduisent par le soutien accordé aux régimes les plus sanglants (Amérique latine, Afrique du Sud,...) qui lui garantissent en retour son pillage impérialiste, et par la vente d'armes tant à certains pouvoirs locaux chargés d'assurer l'ordre, qu'à certains impérialistes, comme la France chargée de le rétablir

par ses interventions extérieures, notamment en Afrique où les paras étaient équipés des fameux fusils d'assaut helvétiques.

PROLETAIRES, CAMARADES!

Les représailles contre la Russie et le boycottage spectaculaire des Jeux Olympiques auraient pour but de favoriser les "Droits de l'Homme" en Russie. Mais ceux qui spéculent sur les persécutions de Sakharov et de ses amis se gardent bien de s'indigner de l'exploitation et de l'oppression que subit la classe ouvrière dans les pays

SOMMAIRE :

Contre tous les fronts impérialistes	p. 1
L'ex-gauchisme à l'épreuve des faits	p. 1
PSS, USS, valse des initiatives	p. 2
Pour sauver l'économie nationale	p. 3
Le bulletin de vote	p. 4
Une nouveauté contrerévolutionnaire	p. 5
Partout le capital assassine	p. 6
Compte rendu réunions publiques	p. 7
Hongrie	p. 8
Genève, comité action-réponse	p. 12

de faux "socialisme". Ils ne se sont pas gênés de défendre une discrimination envers les ouvriers immigrés, en affirmant la nécessité du contingentement de l'immigration, en ne soufflant mot sur l'inégalité des droits politiques, comme les promoteurs de l'initiative "Etre Solidaire", soutenue de la Gauche à l'"extrême-gauche".

(suite en page 10)

L'ex-gauchisme à l'épreuve des faits.

Nous avons toujours affirmé que sans principes, tirés du patrimoine marxiste que nous ont légué Marx, Engels et Lénine et que la Gauche italienne a su défendre tout au long des plus profondes années de la contrerévolution, le mouvement ouvrier ne peut pas se démarquer politiquement des autres classes, que ce soit de la bourgeoisie pourrissante des pays capitalistes avancés ou de la bourgeoisie plus ou moins révolutionnaire des nations arriérées, et son action ne peut pas dépasser le stade de la lutte trade-unioniste. Mais le centrisme, qui tente de lier les intérêts d'autres classes avec ceux du prolétariat, n'a jamais admis une telle vérité. Tout mouvement social, où le prolétariat joue un rôle d'avant-garde dans la lutte directe, tout mouvement national, où le prolétariat est même souvent absent en tant que classe socialement constituée, apparaissent au centrisme comme générateur immédiat du "socialisme" (nous ne nous appesentirons pas ici sur la définition même du "socialisme" donnée par le centrisme, définition qui marque son incapacité à analyser la nature des modes de production ainsi que leur succession et qui explique en outre tous ses errements politiques).

La crise qui secoue aujourd'hui toutes les organisations centristes (trotskistes ou maoïstes) n'est pas fortuite, elle est le résultat du démenti que l'histoire récente du monde a apporté à toutes leurs allégations triomphalistes.

(suite en page 10)

PSS et USS, LA VALSE DES INITIATIVES

Alors que le chômage s'accroît, que les salaires subissent les pressions de la concurrence toujours plus forte sur le marché de la force de travail, que les rythmes de travail augmentent et que les patrons multiplient les heures supplémentaires, le PSS (Parti socialiste suisse) et l'USS (Union syndicale suisse) viennent de trouver un nouveau dérivatif aux nécessités de la préparation du terrain de classe pour la défense des conditions d'existence des prolétaires, en déposant deux nouvelles initiatives. La première réclame la levée du secret bancaire et l'obligation pour les banques de renseigner l'Etat sur la provenance de l'argent "sale", la seconde réclame les 4 semaines de vacances jusqu'à 40 ans et 5 semaines au-delà.

Ce que veulent le PSS et l'USS par la première initiative c'est un capitalisme "propre" où l'Etat sanctionne les "brebis galeuses" qui transgressent certaines règles purement conventionnelles dans l'art d'extorquer la plus-value de l'exploitation de la force de travail des prolétaires. Ils perpétuent ainsi l'illusion que le capitalisme peut changer fondamentalement de nature par le simple effet de l'application d'une législation sur les banques qui soit accordée à la bonne morale bourgeoise. Il y aurait donc une "bonne" et une "mauvaise" utilisation des sources de profit, ou de manière plus générale des sources de gain qu'offre le capitalisme! Que les prolétaires ne se laissent pas tromper par de telles sornettes! Ce n'est pas pour épurer le capitalisme de quelques affaires "louches" qu'ils doivent se battre, mais pour abolir le système d'exploitation de leur classe par le Capital! Qu'ils soient "propres" ou "sales", le profit et autre gain, sont toujours générés à l'origine par l'exploitation de la force de travail. Il n'y a pas et il n'y aura jamais pour les prolétaires de "bonne" ou de "mauvaise" exploitation! Cette question du secret bancaire ne concerne donc que des fractions bourgeoises, diverses quant à la notion de la moralité qu'elles se font de leur classe, mais farouchement unies quant à l'extorsion de la plus-value sur le dos des prolétaires.

Ce n'est pas la levée du secret bancaire qui empêchera les affaires les plus crapuleuses de se réaliser, car le capitalisme c'est le règne même de la crapulerie, c'est l'apogée de la barbarie. Il ne peut pas y avoir une société fondée sur l'accumulation de Capital, sur l'exploitation de la force de travail, sans que surgissent tous les vices propres au Dieu suprême de cette société: la monnaie.

Faut-il donc que l'exploiteur soit un austère technocrate sacrificiant même son train de vie à sa passion de la gestion du Capital qu'il contrôle, ou soit un aventurier avidé de gain et de succès personnel immédiat? Pour l'ouvrier aucun des deux n'est à choisir, tous les deux sent à combattre sans pitié. Mais pour le Capital, c'est évidemment le premier qui a tous les honneurs, car c'est réellement sur lui, "honnête" et "intègre", qu'il peut compter pour assurer la continuité de sa domination sur le Travail.

Ce qui sépare la bourgeoisie traditionnelle de la sociale-démocratie ce ne sont donc que des divergences subtiles sur certains aspects de la moralité bourgeoise, mais toutes deux s'accordent sur le principe fondamental de l'exploitation de la classe ouvrière! Ce n'est qu'en renversant l'Etat, en instaurant la dictature de classe du prolétariat que l'on viendra à bout de toute la corruption engendrée par le Capital.

La seconde initiative, celle sur les vacances, mérite plus notre attention. Elle paraît en effet toucher plus directement les conditions de vie de la classe ouvrière et par là même influe plus directement sur l'orientation donnée à la défense immédiates des prolétaires.

Alors que partout les directions syndicales se déculottent devant la volonté suprême des patrons, qu'elles laissent sans arme le prolétariat devant les licenciements, l'augmentation des rythmes de travail, l'usage généralisé des heures supplémentaires, l'exploitation élargie des travailleurs intérimaires, l'USS et le PSS tentent d'atténuer l'image de laquais de la bourgeoisie que leur a donnée des décennies de collaboration de classe.

Avant de parler du moyen de "lutte" proposé; l'initiative, parlons de la revendication elle-même. Nous ne sommes évidemment pas opposés à l'augmentation de la durée des vacances, cette revendication fait partie intégrante de notre plateforme syndicale. Ce que nous contestons c'est l'opportunité d'avancer aujourd'hui une telle revendication en faisant de celle-ci le pôle de l'"activité" syndicale (nous mettons les guillemets à "activité", car la forme d'action de l'initiative exprime seulement l'illusion d'une activité).

Un simple regard sur la situation internationale et ses conséquences pour l'économie helvétique suffit pour comprendre que la bourgeoisie ne va pas relâcher sa pression sur la classe ouvrière, mais au contraire resserrer toujours plus la vis de l'exploitation. Il y a déjà longtemps que la bourgeoisie fait subir aux prolétaires les conséquences de la crise; et cela ne se traduit pas par une attaque sur la durée des vacances mais par les licenciements, le chômage partiel, etc. Mais en avançant, comme par hasard, cette revendication en pleine période de crise capita-

N° 8 (décembre 1979)

SUPPLEMENT BELGE du PROLETAIRE

Au sommaire :

En français :

Contre la classe ouvrière, le capitalisme est nécessairement agressif.

A quoi sert le PSB ?

A nouveau des luttes dans l'immigration.

Les leçons de la grève 60-61 (2).

Bilan des grèves aux Pays-Bas.

Quelques notes.

L'unique voie de l'émancipation prolétarienne.

En néerlandais :

Parti et classe.

Parti et action de classe.

Bilan des grèves aux Pays-Bas.

**LAS TESIS
CARACTERISTICAS
DEL PARTIDO**
seguidas de
**LO QUE DISTINGUE A NUESTRO
PARTIDO**
precio : 4 F

liste, les directions de l'USS et du PSS savent ce qu'elles font. Tout d'abord l'acceptation de l'initiative - qui selon le bon vouloir de la bourgeoisie pourrait être mise en votation « jusqu'en 83, pour rentrer en vigueur encore plus tard - ne coûterait presque rien aux patrons; une partie des conventions prévoit déjà les 4 semaines de vacances. Dans le cas contraire, ils perdraient en moyenne 1 heure de travail par semaine, mais pourraient largement compenser cette perte par les heures supplémentaires et l'augmentation des rythmes de travail, étant donné l'absence totale de riposte ouvrière sur ce terrain. Les prolétaires, et ils sont des dizaines de milliers, qui ont subit le chômage partiel, savent bien que même sur les 4 jours de travail restant ils abattaient autant d'ouvrage que dans une semaine normale de 5 jours. Seule l'action directe de classe aurait pu alors mettre un terme à cette augmentation des rythmes de travail. Ensuite en avançant cette revendication comme une priorité, l'USS évite de parler de la lutte contre toutes les attaques du Capital sur les conditions de vie et de travail des prolétaires.

Cette semaine supplémentaire de vacance, réclamée dans le cadre légal offert par l'Etat, sert de paravent à toute la politique de collaboration de classe concrétisée par la Paix du Travail, collaboration qui a le mérite pour le patronat de s'exercer autant de manière globale, sur le terrain des conventions collectives, que très concrètement par le sabotage des luttes immédiates, aussi rares soient-elles.

L'USS ne peut pas entretenir son influence annihilante sur le prolétariat sans donner l'illusion de lutter pour la défense de ses intérêts. Elle a donc choisi de porter en avant une revendication secondaire par le moyen le plus inoffensif pour la paix sociale et démobilisateur pour les prolétaires: l'initiative! Nous rappelons brièvement notre opposition à l'usage de l'initiative comme moyen de défense du prolétariat.

La classe ouvrière ne peut pas construire son unité autour de ses moyens de lutte que si elle en fait un apprentissage progressif. C'est sur le terrain réel de la lutte immédiate, par l'usage de l'arme de classe fondamentale; la grève sans préavis ni limitation préalable de durée, que le prolétariat détermine les rapports de

force entre sa classe et celle des représentants du Capital. Dans toute lutte sur le terrain de classe, les prolétaires, par leur engagement physique, par les sacrifices exigés par la lutte, par leur solidarité matérielle, forgent ce qui est leur force essentielle dans leur bataille contre le Capital: LEUR UNION GRANDISSANTE, par delà les catégories et les nationalités, mais dans le cadre exclusif de la classe à laquelle ils appartiennent. Peut-on en dire autant de l'initiative? Non! et encore non!!!

L'initiative ne fait que donner l'illusion que la lutte de classe est une antiquité délabrée, inutile depuis que l'on peut s'expliquer calmement entre "partenaires sociaux" civilisés. Au lieu de souder par mille liens matériels les ouvriers entre eux, elle ne fait que les pousser un par un dans l'isolement, entre le flic et le bourgeois, pendant que l'immigré assiste de loin au triste défilé!

Si nous appelons à l'abstention pour ces deux initiatives - lorsqu'elles seront soumises au verdict populaire - ce n'est pas pour inciter le prolétariat à l'inaction, l'inaction c'est en fait l'initiative, mais au contraire pour l'appeler à rejeter toutes les mystifications démocratiques que l'opportunisme utilise contre lui et à faire usage de ses armes de classe.

Notre abstention c'est l'appel à la lutte de classe!

Pour sauver l'économie nationale, tous derrière l'Etat !

En période de haute conjoncture - période révolue depuis sept ans - comme en période de crise, la bourgeoisie trouve dans la sociale-démocratie syndicale un fidèle allié pour défendre sur les marchés mondiaux les intérêts de l'économie nationale. Mais en temps de crise, les syndicats se montrent encore plus attachés à la défense de l'économie nationale contre les intérêts même de la classe ouvrière.

C'est ainsi que l'Association suisse des banquiers défend le principe d'un fonds

KOMMUNISTISCHES PROGRAMM

Nr. 24

Januar 1980

Inhalt

Pathologie der bürgerlichen Gesellschaft
Notwendigkeit der kommunistischen Revolution

Die Ergebnisse der imperialistischen Herrschaft
im Iran (3. Teil)

Die Volksfedajin oder die Grenzen des Demokratismus
Der Iran in der marxistischen Perspektive

Die Kommunistische Partei Italiens und die faschistische Offensive (1921 — 1924)
III. Teil, vom Herbst 1921 bis zum Sommer 1922

Die Inflation oder die Flucht nach vorn des Kapitals

LEST! ABONNIERT !

PROLETARIER

Zweimonatszeitung

Jahresabonnement: 6 DM - 44 ÖS - 6 FS

Presserechtlich verantwortlich
und Kontaktadresse:
Helmuth Tammen
Obentrautstr. 32 - 1 Berlin 61

Druck: Movimento Druck
Waldemarstr. 33 - Berlin

spécial - et bien sûr alimenté par les impôts prélevés sur les salaires - pour garantir les risques à l'exportation. L'USS également vient d'approuver une telle initiative. Tout au plus y aurait-il quelques amendements à apporter à la législation pour assurer son bon fonctionnement.

Banques, Etat et USS ne forment vraiment qu'un seul et même pilier du capitalisme, qu'un seul et même barrage de protection des intérêts du Capital contre ceux du prolétariat!

Le bulletin de vote : un puissant amortisseur de la lutte de classe

Il ne s'agit pas dans ce bref article de justifier notre abstentionnisme par une cuisine statistique si chère aux parlementaristes. Les raisons de notre abstentionnisme, que nous avons développé dans la réunion publique de l'automne dernier (cf. le compte-rendu dans ce supplément), sont basées sur notre conception du développement historique qui voit dans les grands mouvements de masses (classes) et dans les luttes de classes le secret des changements politiques et sociaux.

Le marxisme est né en critiquant sans pitié les diverses idéologies libérales qu'elles soient d'essence démocratique bourgeoise ou anarchisante et petite-bourgeoise. Le socialisme scientifique récusait le libéralisme, qui croyait avoir trouvé la société égalitaire en octroyant à chaque citoyen le droit de vote, en démontrant que des voix issues de personnes différentes n'avaient en fait pas le même poids. La voix d'un bourgeois, qui a derrière lui, la presse l'école, la justice; et l'Etat sans parler du temps, ne peut avoir le poids d'une voix de prolétaire abruti de travail et qui ne possède que sa force de travail pour seule richesse.

Le socialisme scientifique dans ses premières escarmouches contre les prétentions libérales, s'appuya sur les faits réels des luttes de classes, qui voyait les exploités s'élever contre l'ordre bourgeois, non pas à travers le mécanisme électoral, mais par leur organisation sur le terrain de l'affrontement direct avec le Capital. Pour les pères du socialisme scientifique, cette négation par les faits du libéralisme bourgeois réduisait à néant toutes les arguties théoriques. La nécessité de comprendre le moteur réel de l'histoire permettait de définir scientifiquement l'avenir et surtout d'orienter avec plus d'efficacité le mouvement réel sur le difficile chemin qui mène au dépassement du capitalisme.

Voilà succinctement rappelés les causes de notre "antilibéralisme" de notre "antidémocratie". Ce que nous voulons démontrer à travers cet article, c'est que contrairement aux affirmations du réformisme, la méthode de l'initiative constitutionnelle, indépendamment des critiques de principes que nous avons souvent développées, ne peut que mener à un échec pour de simples raisons statistiques. Nous cherchons par cette critique secondaire à désarmer sur leur propre terrain, celui du comptage des voix, les promoteurs d'initiatives qui dépendent dans cette institution typiquement helvétique, le plus sûr moyen d'améliorer les conditions immédiates d'existence des prolétaires. Pour cela nous nous heurtons à une première difficulté, celle de définir le prolétariat ?

Remarquons que pour nous communistes, la classe n'a jamais eu un sens purement statistique et encore moins statique. S'il est évident que les classes sociales au sens le plus banal représentent l'ensemble des individus qui ont la même place dans l'ensemble du procès de production, c'est une définition de la "classe pour le Capital" que nous donnons. Comme le dit Marx, la classe ne peut s'intituler telle que si elle existe "pour soi", et le passage de "classe pour le Capital" à "classe pour soi" est assuré par l'existence du Parti de classe qui partant des besoins et intérêts généraux de la classe, oriente et dirige ses luttes jusqu'à l'émancipation. Pour le communisme, la classe ne peut prétendre à ce titre que lorsqu'elle existe comme mouvement de classe indépendant. Ce n'est que cette conception dialectique de la classe qui permet de dépasser à jamais, les discussions oisives sur où commence et où finit le prolétariat. Il est faux de le limiter strictement aux ouvriers d'industrie, comme il est encore plus faux d'y inclure les intellectuels en déroute, les artistes à la manque, les cadres paumés et autre sous couche petite-bourgeoise sans devenir historique.

Lorsque l'on veut définir le prolétariat, il faut envisager les couches sociales qui tendanciellement sont susceptibles de se fondre sous la chaleur des luttes dans ce grand mouvement représenté par la classe dirigée par son Parti.

En nous appuyant sur le découpage des "groupes socio-économiques" dressés par le "Bureau Fédéral de Statistique" publié à Berne en 1974 sur la base du "Recensement Fédéral de la population de 1970" nous incluerons dans le prolétariat, avec les réserves faites plus haut, les groupes suivants :

1. employés subalternes
2. ouvriers qualifiés
3. ouvriers semi qualifiés ou non familial
4. personnel agricole non familial
5. personnel de service

Quelques remarques s'imposent :
1. sont considérés comme adulte les personnes de plus de "20 ans". Or une couche de prolétaire a entre 16 et 20 ans. Nous donnerons dans le tableau d'abord les plus de 20 ans puis les plus de 16 ans.

2. depuis la publication de ces chiffres, la Suisse a renvoyé sous l'effet de la crise plus de 300 000 travailleurs immigrés, dans leur pays. Cela modifie quelques peu les chiffres et nous donnerons une estimation de la situation actuelle.

3. dans les statistiques, ne sont pas distingués parmi la "population étrangère", les immigrés prolétaires des autres étrangers en général. D'autre part, dans certaine catégorie - employés subalternes - on ne peut déduire les couches manifestement anti-prolétariennes comme les corps de police.

Pour ces deux raisons, les chiffres donnés sont surestimés, et nos calculs trop favorables.

TABLEAU 1.

	pop. totale trav.				C/A	
	%	A	>20	% B		>16
employés subalternes	39,6	856	401	38,6	937 150	11,9
ouvriers qualifiés	15,7	340	374	14,5	350 811	27,1
ouvriers semi-qualifiés ou non pers. agricole non familial	31,8	688	219	33,3	809 120	43,3
personnel de services	2,2	47	813	2,2	54 697	19,4
	10,7	230	630	11,4	275 012	36,8
	100	2163	442	100	2426 790	27,3
	pop. étrangère trav.				D/B	
	%	C	>20	% D		>16
employés subalternes	17,3	101	936	17	106 825	11,4
ouvriers qualifiés	15,5	92	357	15	94 368	26,9
ouvriers semi-qualifiés ou non pers. agricole non familial	51,1	301	308	51,5	324 601	40,1
personnel de services	1,5	9	262	1,6	9 881	18,1
	14,4	84	798	14,9	94 079	34,2
	100	539	701	100	629 754	25,9

Les rapports C/A et D/B illustrent bien le poids de la main d'oeuvre immigrés dans deux groupes : ils représentent 43,8 % des ouvriers semi-qualifiés ou non et 36,8 % du personnel de services. Au total, l'immigration représente environ 27 % des travailleurs salariés.

TABLEAU 2.

pop. tot.	6 269 783
enf. moins de 16 ans	1 541 701
pop. plus de 16 ans	4 728 082
pop. tot. plus de 20 ans	4 352 651
<hr/>	
pop. étr. tot.	1 080 076
enf. moins de 16 ans	275 166
pop. étr. plus de 16 ans	304 910
pop. étr. plus de 20 ans	755 002
<hr/>	
pop. suisse plus de 20 ans	3 597 649
pop. suisse plus de 16 ans	3 923 172

Pour montrer le "poids électoral" statistique du prolétariat, il faut connaître les chiffres concernant la population adulte ayant le droit de vote.

On peut donc faire les rapports suivants (Voir TABLEAU 3.):

- travailleurs salariés adultes sur population adulte est de 49,8 %. Compte tenu du fait que les chiffres sont surestimés, on peut dire que même si les étrangers avaient le droit de vote, la majorité des voix ne serait pas assurée de manière écrasante. C'est ce qui explique la tendance inévitable de "tout parti ouvrier" électoraliste de chercher des voix à l'extérieur du prolétariat en direction de la petite-bourgeoisie (!!!). Cette remarque n'est évidemment pas fondamentale, mais elle permet de montrer que si les communistes entendent lutter pour "les mêmes droits politiques et syndicaux pour les immigrés", ce n'est pas dans la perspective d'utiliser leurs voix pour des victoires électorales mais pour supprimer un obstacle éventuel à l'unité prolétarienne, par une discrimination nationale. Quant à l'aile gauche du réformisme, elle y voit essentiellement un gage de victoires électorales et parlementaires futures. Aujourd'hui les chiffres sont aggravés.

Si l'on tient compte des seuls salariés suisses, ayant le droit de vote, ils représentent 43,6 % de la population adulte Suisse. Ce chiffre bas montre toute l'absurdité des méthodes que l'initiative.

Quand durant ces dernières années d'attaques du Capital, le réformisme toujours à la recherche de nouveaux amortisseurs de la lutte, produisait à cadence élevée initiative sur initiative (40 heures, assurance maladie, 2ème pillier, AVS, etc...) en se cassant systématiquement les

dents, on comprend que le but des initiatives n'est pas tant de soulager le Travail du poids du Capital par des réformes, cela étant statistiquement impossible, comme nous l'avons montré, que celui d'empêcher toute renaissance d'une organisation du prolétariat pour une défense de ses intérêts immédiats, en lui faisant miroiter l'espoir de solutions dans le cadre des institutions démocratiques.

TABLEAU 3.

en 1970		en 1930	
trav. total	= $\frac{2\ 163\ 442}{4\ 352\ 651}$ = 49,7 %	$\frac{1\ 863\ 400}{4\ 052\ 651}$ = 46 %	
pop. de plus de 20 ans			
Trav. Immigrés	= $\frac{589\ 701}{4\ 352\ 651}$ = 13,5 %	$\frac{289\ 700}{4\ 352\ 651}$ = 6,7 %	
pop. de plus de 20 ans			
<hr/>			
trav. suisse de plus de 20 ans			
Pop. totale suisse de plus de 20 ans			
<hr/>			
travailleurs suisses de plus de 20 ans		= $\frac{1\ 573\ 741}{3\ 597\ 649}$ = 43,6 %	
pop. tot. suisse de plus de 20 ans			

Une nouveauté contrerévolutionnaire : la "clémence révolutionnaire"

La IV^{ème} Internationale et entre autre sa section suisse, la LMR, se distingue particulièrement négativement en ce moment dans le soutien qu'elle accorde à l'Etat nicaraguayen pour sa reconstruction nationale. Nous ne reviendrons pas - pour l'avoir déjà fait dans notre presse du parti, voir le "prolétaire" - sur le caractère purement bourgeois de la direction politique et sociale donné au magnifique mouvement des masses et du prolétariat nicaraguayen. Mais nous soulignerons le pacifisme servile de la LMR révélé une fois de plus à la lumière des événements.

Si des marxistes, comme Lénine pouvait faire référence au jacobinisme, c'était dans ce qu'il avait de mouvement révolutionnaire radical, sans alliance ou compromis avec les

anciennes classes dominantes. Les jacobins représentaient réellement la révolution radicale démocratique, qui pour en finir avec la vieille société féodale, utilisait contre les anciennes classes sociales dominantes la violence révolutionnaire de la guillotine. L'exemple de la Terreur jacobine fut suivi par la révolution d'Octobre et Trotski, n'en déplaise aujourd'hui à ses minables épigones, fut un des grands artisans du terrorisme de la classe ouvrière sur les classes déchues de leur pouvoir. Instaurer l'Etat révolutionnaire sans exercer une répression sur les anciennes classes qui mènent la réaction contre lui, est une vue de l'esprit métaphysique propre au petit bourgeois démocratique qui envisage l'histoire selon des schémas idéaux et aseptisés mais sans racine matérielle avec l'histoire.

(suite en page 6)

**Soutenez la presse
du Parti !
Abonnez-vous !**

(suite de la page 5)

Cette violence révolutionnaire que le prolétariat doit exercer contre les représentants du Capital après sa prise du pouvoir, nous savions déjà que les trotskistes la reniaient, au nom des "Droits de l'Homme". Nous ne sommes donc pas étonné que dans la "Brèche" du 15 sept. 79, on nous explique le bien fondé de l'absence de répression sur les ex-somozistes. Sous le titre "Révolution, contre-révolution et Droits de l'homme", la LMR apprécie avec satisfaction la "clarté révolutionnaire" dont font preuve les sandinistes vis-à-vis des anciens tortionnaires des masses laborieuses de ce pays (la LMR ose même rappeler dans le même article qu'à partir de sept. 78, la Garde Nationale assassinait 20 personnes par jour!) en appliquant les Droits de l'homme sans exception.

C'est ainsi qu'on peut lire: "...aucune exécution n'a été prononcée à l'égard des responsables somozistes. Cette politique de clémence révolutionnaire (soul. par nous) exemplaire ("notre vengeance sera le pardon" disait Th. Borge, ministre de l'intérieur) s'accompagne d'un avertissement clair à l'attention de tous ceux qui la confondraient avec de la faiblesse et tenteraient de s'en prendre militairement à la

"révolution: le Front est clairement la première fois, intraitable la seconde, en défense des Droits démocratiques dont jouissent pour la première fois depuis plus de quarante ans tous les nicaraguayens".

La dictature du prolétariat n'aura pas de clémence pour la classe bourgeoise, pas plus que la bourgeoisie n'a de clémence pour le prolétariat lorsque celui-ci se dresse contre elle. La prise de pouvoir par le prolétariat est indissociable de la réaction contre-révolutionnaire de la bourgeoisie. Espérer la première sans la suivante est un vœux pieux de non-marxiste. Si la répression ne s'abat pas sur les somozistes, c'est une preuve de plus que la direction du mouvement sandiniste est bourgeoise. La bourgeoisie nationale a en effet tout intérêt à donner une limite étroite à la vindicte populaire et prolétarienne, à la stériliser dans le droit chemin juridique. Inculquer au prolétariat le respect des Droits de l'homme aujourd'hui fait partie de ses tâches immédiates et permanentes pour désarmer matériellement et idéologiquement le prolétariat.

Le prolétariat ne revendique aucune clémence contre ses ennemis, seule une couche de la bourgeoisie peut la revendiquer pour une autre.

GENEVE, COMITE ACTION-REPOSE

Une intervention de nos camarades.

Urgence d'une riposte

(suite de la page 12)

- Pour la diminution de la journée de travail légale - 40h immédiatement, sans diminution de salaire,
- Contre les heures supplémentaires, en luttant pour un salaire minimum décent,
- Contre l'accélération des rythmes de travail,
- Pour que soit respectées les mesures de sécurité existantes et pour que de sérieuses mesures soient prises là où elles sont absentes, en commençant par refuser de jouer les héros en utilisant du matériel visiblement peu sûr et bricolé.

Nous appelons tous ceux qui ressentent la nécessité de répondre aux conditions criminelles de travail à prendre contact avec le Comité Action-Réponse.

Tous ceux qui ressentent la nécessité de répondre à l'assassinat de Faustino autrement que par des pétitions et autres "livre noir" sont convoqués à une assemblée ouverte, de laquelle devrait sortir une réponse en terme d'action.

Partout le capital assassine !

Le capitalisme est le mode de production le plus violent, le plus meurtrier que n'ait jamais connu l'histoire humaine. Les grands massacres des guerres impérialistes, dans cette barbarie moderne, sont certainement l'apothéose de la douleur humaine provoquée par le Capital. Mais c'est quotidiennement que le Capital sacrifie à sa boulimie productiviste les vies des prolétaires qu'il exploite jusqu'au sang.

Le 17 octobre dernier, à Faridabad, ville industrielle de la banlieue de la Nouvelle-Delhi, la flicaille tirait sur des grévistes, leurs femmes et leurs enfants, assassinant plus de 200 d'entre eux, selon la version officielle (la réalité doit donc dépasser ce chiffre). Ces ouvriers des usines mécaniques et textiles avaient commis le crime impardonnable pour la bourgeoisie de s'opposer à leur exploitation forcée par leur force de classe. La lutte que ces ouvriers menaient, trop exemplaire pour l'ensemble du prolétariat indien, a été réprimée dans le sang par ce très démocratique Etat d'Asie qui a héritée cette sanglante démocratie de l'impérialisme anglais.

Aux Indes, le Capital a encore une fois frappé lourdement les ouvriers en lutte pour l'

amélioration de leur misérables conditions de vie. Dans ce pays où la classe ouvrière, particulièrement soudée en un front de classe dans sa lutte immédiate, subit régulièrement la féroce répression bourgeoise, la mitraille de la police a encore une fois décimé les rangs ouvriers.

L'assassinat froidement orchestré de ces 200 prolétaires n'a évidemment pas fait le poids dans la presse bourgeoise devant le suicide de Boulín, que même le PCF pleure à chaudes larmes. Sur le silence à donner à de tels massacres, la bourgeoisie internationale s'accorde parfaitement. En Suisse, à cette époque c'était les élections nationales, le vacarme des discours tous plus "démocratiques" les uns que les autres, couvraient donc largement les cris de douleur des masses laborieuses indiennes!

Mais le Capital n'assassine pas seulement par la mitraille, la précarité des conditions de sécurité du travail, les horaires harassants, les cadences infernales offrent tous les jours leurs victimes sur l'autel de l'exploitation capitaliste.

Tous ces drames qui meurtrissent dans sa chair la classe ouvrière, ne sont pas des "bavures" fatales de la vie

comme se plaît à le faire entendre la bourgeoisie, ce sont les conséquences inéluctables du mode de production capitaliste. Ils ne disparaîtront qu'avec la destruction des fondements de la production capitaliste que sont la plus-value et le salariat.

En Pologne aussi c'est le Capital qui mène ce bal mortel. Dans les mines de Bytom 33 mineurs ont trouvé la mort dans une explosion! Le "socialisme" polonais montre là encore une fois son vrai visage: celui de l'exploitation de la force de travail par le Capital pour en tirer le profit maximum. Les accidents de travail dans les mines polonaises ne sont pas moins fréquents que dans les mines occidentales. Au contraire, petit capitalisme pompé par l'URSS, écrasé par la concurrence de l'Ouest, le Capital polonais ne peut qu'exercer une plus forte pression sur les prolétaires pour assurer sa difficile survie.

En Coré du Sud, l'année passée aussi, 42 mineurs ont trouvés la mort la plus horrible dans l'incendie d'une galerie. Cause du drame: la surchauffe du moteur d'un tapis roulant! Lorsque le profit est l'enjeu propre de la production, la sécurité des ouvriers est toujours subordonnée à la productivité du travail. C'est là une loi générale du capitalisme que seule la révolution communiste détruira à tout jamais.

Compte rendu des réunions publiques Contre la diversion électorale ! Pour la préparation révolutionnaire !

En Octobre 79, à Genève, Lausanne, Neuchâtel et Delémont, nous avons organisé des réunions publiques sur le thème des élections.

Avec l'entrée en crise du capitalisme, la question de la révolution est à nouveau à l'ordre du jour. L'alternative "ou guerre impérialiste ou révolution" est inscrite à nouveau dans les soubressauts du monde impérialiste. Le titre ne fait que refléter l'urgence de la préparation révolutionnaire devant la montée des antagonismes, et en particulier les antagonismes de classes.

Le communisme-marxiste ou socialisme scientifique, est la science qui étudie "les conditions d'émancipation du prolétariat" (Engels). Sa méthode est dialectique - c'est à dire qu'il ne conçoit les phénomènes que dans leur dynamique et dans leurs interactions réciproques afin d'y déceler leur direction, contrairement à la métaphysique qui ne considère que des faits et objets finis et statiques - et matérialiste - c'est à dire qui considère les idées comme étant les produits de la nature matérielle contrairement à l'idéalisme qui considère les faits matériels comme les reflets de l'idée suprême immatérielle.

Grâce à cette méthode dialectique et matérialiste, le socialisme scientifique est à même de critiquer toute pensée métaphysique assise sur des catégories immuables et de décrire en analysant la société bourgeoise, les grands axes de la société de demain - le socialisme - en énonçant les conditions pour y parvenir. C'est pourquoi, le marxisme est le seul système de pensée capable de comprendre les conditions historiques de sa naissance, soit la conjonction du socialisme français (utopique) première expression des aspirations des classes laborieuses à un monde meilleur, de l'économie politique anglaise développée par la bourgeoisie la plus puissante au XIXème siècle et la philosophie allemande, reflet d'une bourgeoisie qui incapable de mener à bien sur le terrain réel sa révolution démocratique, développa avec la plus grande hardiesse la pensée spéculative.

Dès sa naissance le marxisme comme on a coutume d'appeler le socialisme scientifique, critiqua l'idéologie démocratique de la bourgeoisie en démontrant les liens existants entre certains de ses principes fondamentaux et la défense de ses intérêts exclusifs. On peut définir les principes démocratiques comme les instruments théoriques de la bourgeoisie en lutte contre l'absolutisme féodal.

Après cette introduction un peu abstraite, la réunion abordait rapidement la genèse de l'idéologie démocratique.

Les principes démocratiques sont la désacralisation du principe chrétien de l'égalité des hommes devant le tribunal céleste - principe qui lui-même, à la fin de l'antiquité était l'expression des aspirations profondes des esclaves à être considérés socialement comme des hommes.

La bourgeoisie, dans son impérieux besoin d'élargir sa base matérielle d'existence, en particulier commerciale, s'affrontait aux barrières innombrables de la société féodale. Etant une classe urbaine, alors que le pouvoir féodal était à la campagne, sa base d'existence étant la possession de la terre, l'affrontement pris rapidement la forme d'une lutte politique. La nécessité de dissoudre les rapports personnels (système de vassalité) pour les remplacer par des rapports d'argent s'imposa. L'argent fut toujours et partout le principal agent de dissolution des vieilles sociétés précapitalistes.

Les premières révolution bourgeoises sont l'oeuvre de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie rurale et urbaine. Ses tâches après la conquête du pouvoir furent d'élargir le nouveau mode de production encore embryonnaire en libérant le serf de la glèbe, condition de la généralisation du salariat et donc du capitalisme.

La réunion rappela les trois phases du capitalisme auxquelles correspondent trois attitudes de la bourgeoisie face au démocratisme et en particulier au parlementarisme.

1. la première phase correspond à celle de la consolidation du nouveau pouvoir, avec l'arme de la terreur contre les anciennes classes vaincues. Les Jacobins ont été l'expression historique la plus pure de cette terreur révolutionnaire. L'épopée napoléonienne correspondait à la nécessité pour la jeune bourgeoisie d'écraser les bastions de la réaction européenne qui cherchait à l'étouffer. Durant toute cette phase, la bourgeoisie nie tout droit aux prolétaires. L'affrontement entre eux est direct. Aucun écran n'est prévu.

2. la deuxième phase est celle du réformisme bourgeois. Le parlement devient le centre politique. C'est là que s'affrontent les diverses couches bourgeoises; bourgeoisie foncière contre bourgeoisie industrielle, grande bourgeoisie contre petite bourgeoisie. Du point de vue prolétarien c'est la phase d'organisation, du point de vue bourgeois c'est la phase d'expansion coloniale. La participation des socialistes au parlement visait à sanctionner légalement les victoires menées sur le terrain de classe. Les conditions historiques d'un développement co-

lossal du capitalisme, avaient repoussées pour un temps la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. C'est là tout le sens de la pratique parlementaire durant la IIème Internationale qui faisait entendre du haut de la tribune la voix du prolétariat comme celle de toutes les autres classes.

On était bien loin des prétendues voies parlementaires ou socialisme même si c'est durant cette époque qu'apparurent ces théories.

3. la troisième phase se caractérise par un monde partagé entre les impérialismes les plus puissants. La domination du Capital financier sur toutes les secteurs économiques (bancaire, industriel, agricole, foncier et commercial) a pour corollaire une homogénéisation des divergences au sein de la classe dominante se traduisant par une disparition effective de la fonction du parlement en tant qu'arène où s'affrontent les intérêts des diverses couches bourgeoises. Le pouvoir passe du parlement à l'exécutif sanctionnant par là le glas du parlement censeur du gouvernement. L'Etat devient tout puissant et il est au service du Capital financier. Le parlement n'est plus qu' "un moulin à parole" destiné essentiellement à bernier le bon peuple et en particulier le prolétariat. On comprend dès lors tout le sens que prend l'activité de l'opportunisme qui entend rassembler le prolétariat pour qu'il défende ou mieux pour qu'il restaure le parlement d'antan, celui de la IIème phase. C'est là une activité, non seulement réactionnaire du point de vue bourgeois, ce qui nous importe peu, mais contrarévolutionnaire d'un point de vue prolétarien, car elle se place comme un filtre entre le mouvement à naître et ses buts historiques.

Pour clore ce rapide survol historique de la genèse et du développement du parlement, l'exposé montra que pour les communistes, le dépassement de la démocratie bourgeoise ne peut que prendre la forme de la dictature prolétarienne. Pour nous communistes, qui entendons mener à terme une révolution sociale aux conséquences colossales, la question du pouvoir, qui remplacera celui de la bourgeoisie, ne peut que se traduire par l'instauration d'un Etat d'un type totalement nouveau en rupture totale avec l'Etat bourgeois et donc aussi avec le parlement. La victoire du prolétariat et l'instauration de sa dictature, c'est l'instauration de la dictature des soviets, cellules du nouvel Etat d'où seront exclus tous les bourgeois. Dans cette formidable lutte de classes point de place pour un organisme où l'on bavarde, comme les parlements de la troisième phase, mais des organismes

(suite en page 2)

(suite de la page 7)

concentrant dans leurs mains, à la fois les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires : les SOVIETS. La nécessité d'agir vite, de manière centralisée est l'un des gages de la victoire.

Les mythes de la séparation des pouvoirs et de la représentation "populaire" (!!!) s'écroulent pour toujours sous les coups de la dictature des soviets intervenant despotiquement dans les rapports de production pour y faire accoucher un monde nouveau libéré du marché, du Capital et du salariat et donc des classes et de leurs antagonismes. Comme le disait le représentant du PC d'Italie au IIème congrès de l'IC en 1920 "par principe nous sommes tous antiparlementaires parce que nous répudions le parlementarisme comme moyen d'émancipation du prolétariat et comme forme politique de l'Etat prolétarien".

Dans une seconde partie, la réunion aborda le thème de la question parlementaire dans l'Internationale communiste, dans laquelle notre courant défendit ses thèses abstentionnistes pour des raisons tactiques dans les pays à longue tradition démocratique.

L'exposé montra à l'aide de nombreuses citations que si entre les bolchéviques et nous il y avait une divergence d'ordre tactique sur la nécessité pour les communistes d'intervenir au sein des parlements dans le cadre de la préparation révolutionnaire, il y avait en outre pleine convergence sur le terrain des principes. Et c'était bien là l'essentiel. Si des évaluations différentes aboutissent à des solutions tactiques divergentes ce n'est jamais un motif de rupture. Ce qui justifie une rupture dans le mouvement communiste se sont les divergences de principes, car alors elles

brisent ce qui fait sa puissance, l'unité de contenu de volonté et d'action. Dans les années 20, notre divergence tactique avec les bolchéviques se résorba par notre adhésion à la tactique bolchévique. Malheureusement les arguments qui militaient en faveur de notre solution abstentionniste se révélèrent tragiquement justes, car en dehors de la gauche italienne, qui pratiqua le "parlementarisme révolutionnaire" alors qu'elle défendait l'abstentionnisme, aucune section nationale de l'IC ne le pratiqua, se contentant de continuer à de rares exceptions près, la politique platement réformiste des partis de la IIème internationale.

Les principes sur lesquels s'étaient placés les bolchéviques en défendant le "parlementarisme révolutionnaire" et auxquels nous souscrivions pleinement étaient :

1. Que le centre de l'action communiste réside dans l'action extra-parlementaire, dans l'action des masses dirigées par le Parti, culminant dans l'insurrection et la guerre civile.

2. L'activité parlementaire est subsidaire et accessoire car le parlement est un instrument de mensonges et de duperies.

3. L'activité électorale et parlementaire est étroitement subordonnée à la lutte révolutionnaire.

4. La participation n'est pas obligatoire, mais est obligatoire le boycott dans les circonstances d'essor révolutionnaire.

L'exposé rappela que les bolchéviques boycottèrent la Douma concédée par le Tsar en 1905 et dissolurent la Constituante en octobre 17 le jour de sa convocation.

L'exposé se poursuivit en retraçant en détail les diverses interventions à la tribune du IIème congrès qui vit défiler les défenseurs du parlementarisme révolutionnaire, tel qu'il était défini par les bolchéviques et les défenseurs de l'abstentionnisme tel que le représentant du PC d'Italie.

Dans son intervention, ce dernier montra que notre abstentionnisme n'avait pas pour base le fait que nous rejetions par principe le parlement à cause de son caractère légal, ce qui est typique du rejet anarchiste. Il montra qu'on ne pouvait comparer le parlement à la presse ou au droit de réunion qui sont des moyens d'action alors qu'il est une institution bourgeoise qui sera remplacé demain par la dictature prolétarienne. Il montra que les arguments avancés par les bolchéviques comme - le parlement est une tribune et la presse peut en reprendre les interventions - sont faibles car on peut développer des campagnes de presse sans la tribune. Pour un magnifique exemple de parlementarisme révolutionnaire comme Liebknecht - appelant de la tribune les ouvriers à lutter avec leurs propres armes de classe - il existe mille exemples de parlementaires ouvriers trahissant.

Toute la question pour le représentant italien était de savoir si le risque encouru en valait la peine. L'histoire démontra tragiquement que cette tactique que sut utiliser avec succès le Parti bolchévique trempé par quinze années de lutte révolutionnaire, était beaucoup trop difficile pour les tout jeunes et encore peu solides partis communistes d'occident encore entachés des tâches de décennies de parlementarisme réformiste. Au lieu de voir l'activité parlementaire ETRE SUBORDONNÉE à l'activité générale du Parti, on le vit se subordonner la vie du Parti.

Aujourd'hui, la vie au parlement est le centre de toute l'activité des partis dégénérés qui osent encore se revendiquer du nom de communiste.

Tour de vis en Hongrie

Le "socialisme hongrois" montre une fois de plus sans pudeur son vrai visage, car la crise mondiale ne permet plus à ce faux socialisme de faire passer de vraies mesures capitalistes d'augmentation de l'exploitation de la force de travail des prolétaires pour des mesures de renforcement du socialisme.

C'est ainsi que l'organisation du travail, en vertu d'un nouveau Code du Travail, sera laissée "à la discrétion de l'employeur" (du patron en d'autres termes). La hiérarchie des salaires - donc la division matérielle entre les prolétaires - sera élargie, les ouvriers remplissant plusieurs fonctions voyant leur salaire augmenter (pour faire travailler plus les prolétaires il faut bien agiter une petite carotte pour certains au moins).

Les pauses pourront être supprimées, la mobilité des travailleurs sera améliorée (ce qui marque on ne peut mieux le caractère de marchandise de la force de travail, même à l'Est), et, fin du fin, des sanctions seront prises contre les ouvriers peu "conscientieux". Qu'appelle-t-on "ouvrier peu conscientieux" sous le règne du Capital, sinon l'ouvrier qui ne soumettrait pas en silence et tête baissée à cette formidable attaque générale sur ses conditions de travail et d'existence?!

Soumettre la force de travail aux nécessités de l'accumulation de Capital, telle est la loi des rapports sociaux dans la société capitaliste, même si celle-ci s'affuble, pour certaines raisons historiques de l'étiquette de "socialisme".

Dans la troisième partie de la réunion, nous avons passé au crible les positions prises par les organisations dites "extra-parlementaires" - la LMR (trotskiste) et l'OCS (maoïste) - tout au long de la campagne électorale. Notre but était de démontrer que l'une comme l'autre de ces deux organisations - nous avons pris les principales de "l'extrême gauche" mais la leçon est aussi valable pour leurs diverses variantes - sont séparés par un abîme profond des principes et de la tactique communiste dont elles se réclament.

Tout d'abord la LMR. Il fut une période où la LMR se réclamait, à l'occasion de chaque période électorale, de la tactique du parlementarisme révolutionnaire défendue par la IIIème Internationale. Bien sûr aujourd'hui encore nous dirons ses membres les plus éminents, rien n'a changé et les sources tactiques de la LMR sont les mêmes. Nous avons déjà plusieurs fois démontré que la LMR n'a en réalité ja-

mais appliqué cette tactique - qui n'avait rien de démocratique et visait comme ennemi mortel du prolétariat le réformisme parlementaire - mais n'en a jamais fait qu'une monstrueuse parodie. Mais ce que l'on remarque aujourd'hui c'est que la LMK, dans sa presse, passe complètement sous silence toute la question fondamentale de la position communiste vis-à-vis du parlementarisme. Justifier la bouillie parlementariste que verse la LMK à l'aide des thèses sur le parlementarisme révolutionnaire de l'IC serait effectivement une chose ardue.

Que veut donc la LMK en se présentant aux élections, quel rôle joue le parlement dans sa vision de la marche vers la révolution ?

On entend souvent dire de la bouche des militants de cette organisation que "la participation aux élections est secondaire par rapport à la lutte des classes". La réalité montre que rien n'est plus faux ! Premièrement, sur le terrain concret des luttes, nous avons maintes fois vérifié qu'à l'approche fatidique des élections, les militants trotskistes désertaient les luttes immédiates pour préparer les élections (et par exemple des élections européennes qui a ruiné financièrement LO et la LCH en France notamment est encore présent pour le démontrer). Deuxièmement sur le plan programmatique, le parlementarisme n'est pas un vulgaire appendice de l'ensemble des tactiques de la LMR, il forme le cœur même de toute sa stratégie "révolutionnaire". Quelle est donc cette stratégie ?

En deux mots, nous dirons que pour les communistes la prise du pouvoir par le prolétariat est insurrectionnelle, elle est le résultat d'un effort permanent de préparation révolutionnaire des masses ouvrières, préparation allant de la simple propagande à la direction de luttes toujours plus larges et au caractère toujours plus politique. Mais pour la LMR, cela apparaît être le résultat d'un lent processus graduel passant par la formation au Parlement d'un "gouvernement ouvrier". Imprégnée de l'idéologie démocratique petite-bourgeoise, la LMR ne peut évidemment concevoir d'autre direction politique pour le prolétariat qu'une direction collégiale de "toutes les forces du mouvement ouvrier", c'est à dire une union avec le réformisme le plus abject. Voici d'ailleurs ce que nous déclare la LMR :

" Au Parlement, nous serons les seuls à exiger la constitution d'un gouvernement purement ouvrier, responsable devant les travailleurs du pays et non devant les parlementaires, à ouvrir la perspective d'une société socialiste démocratiquement gérée par les travailleurs eux-mêmes". (Brèche régionale - sept. 79, édité). On ne peut tomber plus bas !

Nous avons ensuite examiné les positions de l'OCS. Ce qu'il y a de

plus remarquable dans l'OCS c'est sa versalité politique !

Sur la question du parlementarisme, et de manière plus large de l'utilisation des moyens démocratiques comme instrument de lutte, le chemin parcouru par cette organisation est des plus variés .

Ses militants, appartenant alors à "Rupture" sont d'abord partis d'un antiparlementarisme de principe de type anarchiste (forme d'antiparlementarisme que nous rejetons) et d'un rejet de toute utilisation des moyens démocratiques. Une première brèche à ce rejet global a été ouverte par la reconnaissance de l'utilité du référendum. Elle fut élargie ensuite par l'acceptation de l'initiative comme moyen de lutte. Il était donc logique que l'OCS en vienne à accepter l'idée de participer aux élections et à préparer de futures campagnes électorales.

L'OCS n'échappe pas bien sûr au démocratism. Dans le document de fondation de l'OCLDR *, il était question d'une "Union démocratique populaire", front de classes diverses, qui devait servir de perspective politique au prolétariat. L'UDP n'est en fait qu'une forme particulière de la base théorique chère à Mao du "bloc des quatre classes". Interclassiste et démocratique, l'OCS l'a toujours été. Son récent revirement par rapport au parlementarisme est donc bien en accord avec sa ligne politique générale.

Le programme électoral de l'OCS est calqué sur le thème central de sa propagande : "Pour une Suisse indépendante et socialiste !". Voilà bien résumé en une formule d'agitation tout le programme du stalinisme : "le socialisme dans un seul pays" et le nationalisme pour tous. Une telle propagande ne se démarque pas des objectifs mêmes de la bourgeoisie, sinon sur le ton des mots !

L'OCS, en déclarant accepter le principe de la participation électorale ne pouvait en bonne démocratie qu'appeler le prolétariat à exercer son devoir civique. Refusant de soutenir les candidatures de la LMK et encore plus du PdF (contre lequel il fut envisagé de soutenir les représentants du POCH à Bâle), l'OCS trouva l'échappatoire en appelant à voter pour des "candidats de gauche" (en clair des réformistes), "qui défendent les droits démocratiques", "qui représentent les intérêts économiques et sociaux des travailleurs" (sic)!, "qui sont pour l'indépendance nationale". Au choix de l'ouvrier de déterminer quel candidat répond à cette définition ! Peut-être bien qu'il s'agit de la très courtoise gauche du PSS puisque dans "Drapeau Rouge" de sept 79, l'OCS déclare que "dans le PS, de nombreuses voix demandent un retour du PS dans l'opposition. Nous appuyons un tel mouvement car il représente un affaiblissement de la politique de collaboration de classe".

Le prochain pas que l'OCS franchira, selon ses dires, sera de présenter ses propres candidats en 1983. Nous en reparlerons.

En examinant la position de ces deux organisations on peut mesurer tous les ravages fait par le démocratism qui envahit toujours plus le centrisme. Nées en particulier en réaction au parlementarisme des partis ouvriers bourgeois, elles retournent avec plus ou moins de précipitation, au parlementarisme tant décrié. La seule différence est qu'elles affublent leur parlementarisme d'une phraséologie marxiste douteuse, dont la seule conséquence est de duper plus efficacement les prolétaires.

En conclusion, nous pouvons résumer ainsi la réunion :

- les principes sont les critères indélébiles de l'orientation communiste.

- la tactique est l'ensemble des orientations pratiques du Parti, elle découle du bilan historique et pratique du Parti.

- Une mauvaise tactique peut dans certaines circonstances faire dévier le Parti du terrain des principes correctes. L'histoire de l'Internationale fourmille de ce genre de glissements.

- Sur la question parlementaire, notre évaluation est que la tactique abstentionniste aurait en partie évité les dérapages principaux, ce que ne pouvait prétendre la tactique bolchévique, dans la phase de reflux du mouvement ouvrier international.

- Une tactique simple, abstentionniste, aurait permis d'échapper au terrain pourri du démocratism interclassiste.

- En 1920, notre évaluation tactique distinguait les aires où la révolution bourgeoise était encore à l'ordre du jour et où le parlement était une institution révolutionnaire dans la lutte contre l'ordre ancien, des aires où la révolution bourgeoise avait accompli ses tâches historiques et où le parlement est une institution de pure conservation sociale.

- Aujourd'hui, le crétinisme parlementaire est omniprésent, il suffit de voir l'irrésistible intégration de l'ex-extrême gauche dans le giron parlementaire en dix ans.

- Si en 1920, on pouvait encore discuter le choix entre deux tactiques, l'histoire a définitivement tranché en généralisant le crétinisme parlementaire.

- La préparation révolutionnaire exige aujourd'hui la rupture avec le terrain électoral et parlementaire.



* Nous avons analysé longuement les positions de ce documents dans les numéros 12, 13, 15, 17 du "Supplément suisse au prolétaire".

(suite de la page 1)

**Contre tous les fronts impérialistes !
Pour la guerre de classe internationale contre
le Capital !**

Les opulentes démocraties impérialistes occidentales peuvent bien encore se payer le luxe d'entretenir des partis d'opposition soit-disant "ouvriers" et des bureaucraties syndicales qui vident de tout contenu subversif les droits accordés par la bourgeoisie. Mais qu'un groupe de prolétaires sortent de l'ornière de la collaboration de classes, et on voit alors comment les fameux droits volent en éclats, et sont remplacés par la répression ouverte.

Ceci montre bien que les fameux "Droits de l'Homme" pour lesquels on appelle la classe ouvrière à se sacrifier ne sont en réalité que les DROITS DES BOURGEOIS à exploiter sans limite la classe ouvrière et à réprimer sa révolte! Le prolétariat n'a pas à choisir entre le mensonge des "Droits de l'Homme" et celui du faux "socialisme"! Il doit lutter contre les crimes de tous les Etats bourgeois, et en premier lieu du "SIEN"! Il doit le faire au nom de SES INTERETS INDEPENDANTS DE CLASSE, au nom de la lutte pour sa dictature de classe qui brisera internationalement les rapports capitalistes de production et l'oppression de classe dont il est victime.

PROLETAIRES, CAMARADES!

La vigueur des campagnes actuelles d'un côté contre la Russie, de l'autre contre l'Amérique, est liée à la préparation psychologique des fronts d'une nouvelle guerre impérialiste. C'est la seule issue qui existe sur le terrain du capitalisme pour sortir de la crise générale dans laquelle s'enfoncent de nouveau le monde capitaliste, après 30 ans de "prosperité". C'est déjà au nom de la défense de l'économie nationale, au nom du réarmement et de la défense nationale que sont exigés partout de nouveaux sacrifices qui pèsent sur des conditions de vie et de travail en constante dégradation. Demain, qui devra encore verser son sang dans une lutte fratricide pour le compte des capitalistes, sinon la classe ouvrière?

Le prolétariat peut briser le cycle infernal des guerres impérialistes en luttant POUR LUI-MEME. Pour cela il doit S'OPPOSER EN MEME TEMPS A TOUS LES IMPERIALISMES EN CONSTITUANT SON PROPRE CAMP autour de ses propres intérêts de classe, qui sont les mêmes dans tous les pays. Pour cela, il ne doit pas mêler sa voix aux campagnes

qui prétendent s'opposer à la guerre sur le terrain du pacifisme et de l'interclassisme. Il ne peut y avoir de paix tant que dure le capitalisme. Ceux qui prêchent le pacifisme ne sont que des marchands d'illusions. Ils ont déjà montré par deux fois, en 1914 et 1939, qu'ils n'ont d'autre solution que de s'aligner, au moment décisif, sur leur propre bourgeoisie.

La seule voie à suivre est celle de la GUERRE DE CLASSE! Elle se mène dès aujourd'hui pour l'union internationale de la classe ouvrière sur le terrain de la lutte contre l'autorité et l'offensive internationale du Capital. C'est la voie du refus de toutes les justifications bellicistes.

Elle exige le combat contre tous les chauvinismes, contre tous les partis social-patrio-

(suite de la page 1)

L'ex-gauchisme à l'épreuve des faits.

Partout dans le monde le capitalisme crée les tensions les plus extrêmes, provoquant les mutations les plus diverses dans le cadre de nations ou d'aires entières. Mais de toutes ces mutations auxquelles nous avons assisté dans un proche passé, aucune n'a eu comme corollaire l'instauration du socialisme, que ce soit dans le berceau du Capital, l'Europe, où dans les aires les plus arriérées, telle l'Afrique. Mais pourtant dans chacune de ces mutations le centrisme a vu la porte ouverte au "socialisme", "socialisme" qu'il accouplait à chaque occasion à la sacro-sainte démocratie dans une union étrangère à toute la tradition marxiste.

Dans les aires les plus avancées, celle où la révolution nationale n'est plus depuis belle lurette à l'ordre du jour et où le Capital domine en seul maître, il s'est contenté de crier "à bas Machin!" et "vive le socialisme!" chaque fois que tombait de son piédestal un caudillo local. Ce qui est évidemment le plus audacieux raccourci des voies qui mènent au socialisme!

Pour le centrisme peu importe en effet, dans son analyse, la nature réelle des mouvements en cours, leur signification historique, les forces sociales et les directions politiques en présence, les rapports de production existants, etc... Le mouvement est tout! La "dynamique" du mouvement devrait d'elle-même être le ferment du pouvoir "socialiste". Même dans cette vieille Europe où le capitalisme avait besoin dans

tes et social-impérialistes (PS, PST, maoïstes) et contre tous ceux qui, comme les trotskistes, entravent, par suivisme envers les réformistes ou par démocratisation, les efforts du prolétariat pour se placer sur le terrain de la LUTTE DE CLASSE.

La seule voie, c'est celle du renforcement et de l'extension dans cette lutte du PARTI INTERNATIONAL DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE, pour la dictature internationale du prolétariat et la révolution communiste mondiale!

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

(Tract international distribué par nos camarades à Genève et à Lausanne)

Vient de paraître

programme communiste

n° 81

- **Souviens-toi des deux guerres impérialistes**
- **Les revendications « transitoires » dans la tactique communiste (2)**
- **L'Afrique, proie de l'impérialisme :**
 4. **La malimise sur les matières premières**
- **Le programme des « Fedayin » iraniens, ou les limites du démocratisation**
- **Marcuse, prophète du bon vieux temps.**

certaines nations (Portugal, Espagne, Grèce!) de faire peau neuve, le centrisme découvrait à chacune de ces mues, souvent tumultueuses, une couleur "socialiste".

Mais pire encore fut son analyse des mouvements nationaux qui ont secoué et secouent encore partiellement les continents les plus arriérés. Là aussi, et dans des conditions de rapports de production totalement différents, à savoir des rapports archaïques précapitalistes, son analyse simpliste a trouvé dans chaque insurrection populaire, dans chaque révolution nationale contre la domination impérialiste, l'expression de forces dirigées vers le "socialisme". Là où nous voyons le rôle historiquement progressiste des révolutions nationales dans le bouleversement de l'équilibre des rapports impérialistes, dans la destruction des vieux rapports de production pour la construction de rapports capitalistes

sur la base du marché définit par le nouvel Etat-Nation, ainsi que dans l'expérience armée des masses exploitées et du prolétariat naissant, le centrisme voit par contre la formation d'un Etat "socialiste" ou "ouvrier" (dont il atténue ce label par l'épithète "bureaucratique" ou "dégénéré") ou d'un Etat "populaire" (à la solde ou non de Moscou). La réalité s'accrochant aux faits démontre que dans ces aires arriérées se forment des Etats purement bourgeois, par la nature même des nouveaux rapports de production qui s'y mettent en place et de la classe qui les dirige. Le fait que ces Etats, sitôt brisés les liens avec le vieux colonialisme, puissent tomber dans les griffes d'un autre impérialisme et se faire eux-mêmes puissances dominatrices d'autres nations (tel est le cas du Vietnam), ne change rien au rôle historiquement progressiste des mouvements dont ils sont issus, et d'autre part, ce rôle ne change en rien le caractère bourgeois et capitaliste - donc, non seulement non socialiste, mais antiprolétarien - des régimes auxquels les révolutions démocratiques nationales et antiimpérialistes ont donné vie.

L'agitation sociale en Amérique latine par exemple, se fait sur un terrain où la formation de l'Etat national est acquise depuis longtemps (même si ce fut sur la base d'un partage colonial) et où le prolétariat, largement développé, tend à devenir le principal acteur des luttes sociales. Dans ces luttes au caractère général populaire, le prolétariat - seule classe n'ayant vraiment rien à perdre - se trouve toujours être le bras armé le plus valeureux, le corps combattant le plus résolu; et sa lutte d'aujourd'hui préfigure toute l'énergie révolutionnaire qu'il développera demain sous la direction de classe de son parti. C'est donc une politique assassine de faire de la classe ouvrière l'instrument des transformations constitutionnelles bourgeoises ou purement et simplement des réformes concernant la conservation du statu-quo, au lieu de l'orienter en direction d'une complète indépendance politique et organisationnelle, même dans les luttes dont l'objectif immédiat est la conquête (ou l'élargissement) d'un certain nombre de droits politiques, comme celui d'organisation, de presse, de grève, etc...

C'est dans l'absence de direction du prolétariat, donc dans l'absence de son Parti, que

réside cette impuissance à diriger les mouvements sociaux vers les intérêts généraux de la classe ouvrière. Sans cette direction de classe, le prolétariat se trouve désarmé politiquement, ne peut que glisser sous la direction des autres classes et s'y soumettre.

Crier au "socialisme" chaque fois que les masses plébéiennes mettent à genoux l'impérialisme, chaque fois que la lutte prolétarienne renverse une dictature, ébranle les structures de l'ordre en place, c'est duper la classe ouvrière mondiale. Si le centrisme est dupe à ce point, les bourgeoisies nouvellement portées au pouvoir, elles, ne le sont pas. Leur première tâche est toujours de désarmer les masses et le prolétariat, de remettre au travail ce dernier et de le réprimer au besoin s'il use de sa force de classe contre les nouvelles classes dominantes.

La crise politique profonde qui secoue les organisations centristes, tant celles de la branche trotskiste que maoïste, est donc une conséquence inévitable de leur incapacité à aborder sous l'angle du matérialisme dialectique (qui se fait fi de tout sentimentalisme romantique !) la question de la révolution démocratique bourgeoise, ainsi que leur confusion sur les formes de l'Etat bourgeois (et en particulier du passage de l'un à l'autre) et sur le processus révolutionnaire.

Leur développement a d'ailleurs été parallèle à celui des luttes nationales après la fin de la seconde guerre impérialiste. Ces luttes ont pu, dans leur phase ascendante, les alimenter en faux espoirs, exacerber leur triomphalisme et leur immédiatisme viscéral. Mais elles sont entrées désormais dans la phase descendante de leur courbe historique, entraînant du même coup dans la débâcle les organisations qui y ont vu l'étincelle de la révolution devant embraser le monde.

Des désillusions provoquées par la dure réalité des faits (combien de militants de ces organisations, l'épisode du Vietnam - pourtant prévisible - n'a-t-il pas bouleversé?) naissent de nouvelles théories ou justifications pour défendre les positions passées. Mais quelles que soient toutes les acrobaties politiques du centrisme, il ne fait que s'écarter toujours plus de la doctrine marxiste. La faillite du centrisme a été une nouvelle fois démontrée à la

lumière des faits matériels. Pour les militants révolutionnaires sincères qui ont été happés dans son engrenage, il est temps de se débarrasser de tout le fatras idéologique que leur a légué la petite-bourgeoisie pour revenir au patrimoine marxiste que nous défendons depuis toujours et qu'aucun événement "inattendu" n'a pu dénaturer car pour le marxisme l'"inattendu" n'existe pas !

Presse internationale

Commandes au

Editions Programme
32, rue Pré du Marché
1004 LAUSANNE

Vient de paraître
Brochure « Le Proletaire » N° 12
**SOLIDARITE
PROLETARIENNE
CONTRE LE CONTROLE
DE L'IMMIGRATION**
Prix : 5 F

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 23 DE
EL OUMAMI N° 7 (déc. 79)

EN LANGUE FRANÇAISE

- 25 ans après l'insurrection du 1^{er} nov. 1954 : que la classe ouvrière dise enfin son mot !
- La lutte des foyers dans une phase difficile.
- Maroc : une « opposition » en or...
- Immigration : la position honteuse du PRS et des trotskystes.
- La question syndicale en Tunisie.
- L'évolution du secteur autogéré en Algérie.
- L'enjeu du Sahara.
- La question des libertés politiques (2^e partie).
- Critique des « Fedayin » iraniens.
- Au Nicaragua, les sandinistes à l'œuvre.

EN LANGUE ARABE

- Thèses de l'Internationale sur le rôle du Parti.
- Immigration : Notre tract à la manifestation du 1^{er} décembre.

Permanences du Parti

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h.
32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Aller »).

Ed. responsable :

Saro
20, rue Jean-Bouton
Paris - 75012

GENEVE, COMITE ACTION-REPONSE

Une intervention de nos camarades.

Nos camarades sont intervenus dans un comité (Comité Action-Réponse) formé après la mort d'un jeune apprenti mécanicien chez Natural-Lecoultre à Genève. Celui-ci s'est tué en manipulant un matériel inadapté composé à partir d'une bombone de butane bricolé par le contre-maître.

Un de ses camarades, devant le silence syndical cherche à faire connaître le fait. Un comité se forma plus d'un mois après l'accident, composé de quelques militants du "Réveil anarchiste", d'un rédacteur de "Tout Va Bien" et de quelques membres sympathisants de l'OCB. L'orientation de ce comité visait à produire un "Livre Noir" sur les accidents du travail. Nos camarades sont intervenus pour essayer de donner au comité une orientation classiste - le livre noir ne répondant pas à la nécessité d'une riposte de classe - et présentèrent le tract cité plus bas, qui fut rejeté par le comité à une voix près. En défendant un point de vue classiste, nos camarades ont capté l'attention de quelques très jeunes éléments inorganisés qui défendirent ensuite les mêmes positions. Nous publions en encadré un bilan spontané fait par l'un de ses jeunes éléments qui démontre une particulière clairvoyance de la fonction du syndicat devant les problèmes réels.

Après avoir rejeté les propositions de nos camarades, le laxisme du comité n'engendra aucune action et nos prévisions se réalisèrent par sa disparition physique. Avec de telle orientation, il ne pouvait que s'éteindre faute d'une activité réelle.

Urgence d'une riposte

PROLETAIRES, CAMARADES!

L'accident scandaleux de Faustino, apprenti chez Natural Lecoultre, n'est pas le reflet des seules conditions de travail des apprentis. Il est le reflet des conditions générales de travail de la classe ouvrière. Le patronat n'a "que foutre" des mesures de sécurité, elles ne sont pour lui que du capital improductif. Dans le cas de Faustino, le Capital a préféré des risques d'accident mortel envers les travailleurs plutôt que d'acheter du matériel sûr.

PROLETAIRES, CAMARADES!

Non content de considérer l'argent plus précieux que la vie humaine, le Capital, de par sa nature même, vit de notre exploitation. C'est en exploitant les ouvriers que le Capital se procure cette denrée succulente parmi toutes: le PROFIT. Le profit, c'est du travail non payé, escroqué. Ainsi, le capitalisme, pour se procurer le profit maximum, est amené à surexploiter les ouvriers. Quand il diminue les salaires, il augmente ses profits et, pour arriver à ce prodige, il ne connaît que deux moyens:

- allonger la journée de travail,
- intensifier le rythme de travail.

Allonger la journée de travail se traduit aujourd'hui surtout par l'imposition d'heures supplémentaires. Pour obtenir le consentement des ou-

vriers à cette prolongation, le Capital se contente d'échanger, contre la journée légale de travail, un salaire juste inférieur à nos besoins. Pour l'ouvrier isolé, les heures supplémentaires sont une assurance contre la misère; pour le patronat elles sont un gage de surprofits.

Intensifier le travail, c'est l'autre manière de faire produire plus de richesses, en faisant produire plus par unité de temps.

Ces deux manières pour le Capital, d'augmenter ses profits, sont les causes principales d'accident du travail.

PROLETAIRES, CAMARADES!

La fatigue accumulée par de trop longues journées de travail qui ralentit les réflexes des ouvriers et l'économie sur les mesures de sécurité, voilà les causes des accidents. Pour sauver notre intégrité physique et notre vie, pour ne plus être les victimes d'un ordre social aberrant qui ne sait qu'opprimer, exploiter, mutiler et assassiner, nous devons engager la lutte directe:

(suite en page 6)

**CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE**
Editions Programme
32, rue Pré du Marché
1004 LAUSANNE

Bravo la FTMH.

Le 13 septembre, un apprenti est tué dans un accident du travail chez Natural le Coultre. Le syndicat concerné applique sa politique habituelle de non intervention directe, malgré les circonstances scandaleuses de l'accident.

Un camarade de Faustino, choqué par le peu de réaction qu'a suscité cet assassinat, prend contact avec le réveil anarchiste un mois plus tard. Celui-ci tire un premier tract et un groupe se forme. Il prend le nom de groupe Action-Réponse et les syndicats commencent alors à s'intéresser à l'accident. Le groupe Action-Réponse, déjà gêné par la présence de nombreux professionnels de la magouille, se perd dans des discussions stériles et ses séances tournent en débats animés qui auront pour résultat de décourager les personnes présentes décidées à faire quelque chose. La FTMH prend la direction du groupe Action-Réponse et nous accuse de semer la discorde, alors qu'en fait, nous proposons des actions directes. Le délégué de la FTMH refusait toute action directe immédiate.

Suite à un refus de la majorité du groupe (6 contre 5 et trois abstentions) de diffuser un tract que nous avions proposé, sous prétexte qu'il était trop politisé, nous nous retirons du groupe en pleine séance.

Il faudra au groupe Action-Réponse 3 semaines pour tirer un nouveau tract en 2'000 exemplaires. C'était trop près de Noël, le tract était mal conçu et il a échoué. Ceci était normal, prévisible et d'ailleurs le groupe Action-Réponse le savait, il nous l'a dit avant d'en connaître les résultats.

En même temps qu'elle détruisait un mouvement de lutte, la FTMH publiait, dans son journal "La lutte syndicale", un rapport de la CNA particulièrement accablant sur les accidents du travail en Suisse (200'000 par an). Quelle hypocrisie!

Permanence du Parti

• A Lausanne: tous les samedis de 10 à 12 h.
32, rue Pré-du-Marché (1er étage à droite, « Atelier »).